

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1177^e
SÉANCE
(Séance de clôture)

Mardi 12 décembre 1967,
à 21 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 12 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil économique et social (fin)	
Examen du projet de résolution intitulé "Exode du personnel qualifié des pays en voie de développement"	423
Clôture des travaux de la Commission	427

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (fin) [A/6703, chap. I à X, XIII, XIV (sect. II et VIII à X), XV et XVII; A/6703/Add.1, chap. I, III et IV; A/C.2/L.994/Rev.1, A/C.2/L.998]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION INTITULE
"EXODE DU PERSONNEL QUALIFIE DES PAYS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT" (A/C.2/L.994/
REV.1)

1. M. DIALLO (Haute-Volta), présentant une version révisée (A/C.2/L.994/Rev.1) du projet de résolution, qui avait été distribué antérieurement par les auteurs sous la cote A/C.2/L.994, rappelle qu'à la 1125^{ème} séance la Commission a décidé d'ajourner le débat sur le projet de résolution A/C.2/L.958 concernant le point 44 de l'ordre du jour et d'examiner la question de l'élaboration d'un projet de résolution sur le problème de l'exode des compétences qui a trait au point 12 de l'ordre du jour. Les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.994/Rev.1 ont essayé de tenir compte des suggestions et observations qui ont été faites à propos de la proposition antérieure et de présenter un texte aussi équilibré que possible.

2. Deux légères modifications ont été apportées au texte du projet de résolution révisé (A/C.2/L.994/Rev.1). Dans le texte français, au troisième paragraphe du préambule, les mots "dans le cadre des Nations Unies" sont remplacés par les mots "dans le cadre du système des Nations Unies". Au paragraphe 1 du dispositif, les mots "les pays en voie de développement intéressés" sont remplacés par les mots "sur leur demande, les pays en voie de développement".

3. M. KASSUM (Secrétaire de la Commission) dit que l'état des incidences financières publié sous la cote A/C.2/L.998 a été établi sur la base d'un texte antérieur du projet de résolution (A/C.2/L.994). Etant donné les amendements apportés à ce texte, cet état devra être modifié en ce qui concerne les besoins en matière de services et de voyages de consultants. En

effet, le Secrétaire général n'aura plus besoin des services d'un consultant que pour une période de deux mois; quant aux déplacements, ils se trouveront réduits au voyage lors de l'engagement et, éventuellement, à un voyage aux fins de consultations avec des institutions spécialisées, à Genève, Paris, Rome et Vienne. En conséquence, les incidences financières découlant des honoraires, indemnités de subsistance et frais de voyage des consultants indiqués aux paragraphes 2 et 3 du document A/C.2/L.998 s'élèvent maintenant à 3 500, 1 500 et 1 500 dollars respectivement, c'est-à-dire au total à 6 500 dollars. On envisage également d'abrèger sensiblement le rapport, comme le demande le Secrétaire général dans le projet de résolution, réduisant d'autant le coût estimatif de traduction, dactylographie et reproduction. L'adoption du projet de résolution (A/C.2/L.994/Rev.1) entraînerait, en conséquence, des dépenses supplémentaires d'un montant approximatif de 9 500 dollars.

4. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) déclare que la décision prise antérieurement par les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.958 de retirer ce document et de présenter en lieu et place un projet de résolution dans le cadre du point 12 de l'ordre du jour leur a donné le temps nécessaire pour procéder à des consultations approfondies avec les autres délégations. Un certain nombre de suggestions émises au cours de ces consultations ont été prises en considération dans le projet de résolution révisé (A/C.2/L.994/Rev.1); aussi plusieurs nouvelles délégations ont-elles ajouté leur nom à la liste des coauteurs.

5. La proposition contenue au paragraphe 4 du dispositif tendant à inscrire à l'ordre du jour de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale la question de la migration des cadres reflète la conviction des coauteurs que cette question doit être examinée à part, comme un élément important dans le cadre de la mise en valeur des ressources humaines. Si l'effort d'éducation, de planification et autre dont on a parlé pour la prochaine décennie doit avoir un sens et se traduire par "une action concrète" de développement, il faut connaître les répercussions d'un tel problème.

6. Les dispositions du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution révisé tiennent compte du fait que le milieu dans lequel un étudiant reçoit sa formation exerce inévitablement sur lui une influence profonde et proposent des moyens de créer pour les étudiants un climat d'études, les incitant à mettre les compétences et l'expérience acquises au service de leur propre pays. Il faut, par un effort délibéré, inculquer à l'individu le sentiment de ses responsabilités pour qu'il aide à résoudre les problèmes de son pays. Plus l'étudiant aura conscience des pro-

blèmes qui se posent dans la région où il devrait normalement travailler, moins il sera tenté d'émigrer. Le représentant du Venezuela tient à indiquer que les institutions mentionnées dans le paragraphe en question comprennent non seulement celles qui sont créées ou soutenues par des organisations appartenant au système des Nations Unies, mais également celles dont le fonctionnement est assuré par les pays de différentes régions. Le soutien apporté à ce dernier type d'institutions par des organisations internationales, des universités ou des fondations peut se concrétiser, par exemple, par l'octroi de bourses d'études ou l'apport de personnel technique. A ce propos, il importe particulièrement de remarquer que les auteurs d'un rapport récent sur les effets de l'exode des compétences sur le Royaume-Uni sont parvenus à la conclusion qu'un des moyens d'y mettre fin consiste à créer ou à développer certaines institutions de recherche du pays afin d'y attirer du personnel scientifique et universitaire.

7. Toutefois, la création d'institutions nouvelles ne suffira pas, à elle seule, à résoudre les graves problèmes auxquels font face les pays en voie de développement. Comme le constate le rapport mentionné plus haut, l'exode des compétences est un problème international qui ne peut être résolu par des mesures de caractère unilatéral. Il devient urgent d'instituer une coopération internationale avec les pays en voie de développement pour les aider à enrayer leurs pertes qui vont croissant.

8. L'OIT, l'UNESCO, l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies (UNITAR) et d'autres organes de l'ONU ont déjà entrepris l'étude du problème. Il faut espérer que les résultats de leurs travaux figureront dans le rapport du Secrétaire général à la prochaine session afin de fournir à l'Assemblée générale la base pour un programme d'action qui sera exécuté dans le cadre de la deuxième décennie du développement.

9. M. BRATHWAITE (Barbade) dit que le problème de l'exode des compétences constitue un sujet de préoccupation pour son gouvernement depuis plusieurs années. Le Ministre de l'éducation de la Barbade a récemment attiré l'attention sur le fait que moins de 10 p. 100 des ressortissants de la Barbade qui effectuent des études à l'étranger aux frais du gouvernement reviennent au pays. Celui-ci, qui consacre 25 p. 100 des crédits de son budget à l'instruction publique, s'efforce constamment d'améliorer la structure et la qualité de son système d'enseignement et la quasi-totalité de la population est maintenant alphabétisée. La Barbade étant un pays essentiellement agricole, à forte densité de population, l'enseignement revêt une importance capitale pour le développement de son économie; cependant, le personnel qualifié cède souvent à la tentation d'émigrer vers les pays développés qui les y encouragent. Le représentant de la Barbade espère, par conséquent, que le projet de résolution présenté à la Commission permettra de résoudre le problème d'une manière satisfaisante de manière que les pays en voie de développement puissent conserver les services d'une part suffisante de leur main-d'œuvre qualifiée.

10. M. BADAWI (République arabe unie) dit que sa délégation approuve les objectifs d'ensemble du projet

de résolution, mais estime que celui-ci fait, dans une certaine mesure, double emploi avec le projet de résolution examiné dans le cadre du point 44 de l'ordre du jour qui a déjà été approuvé par la Commission I/ et adopté par l'Assemblée générale [résolution 2259 (XXII)]. En outre, le paragraphe 1 du dispositif, qui prévoit en fait l'octroi d'un certain type d'assistance technique aux pays en voie de développement, et le paragraphe 3, en particulier en ce qui concerne les avantages que retirent de la situation les pays développés et le préjudice que subissent par contre-coup les pays en voie de développement, préjugent le résultat des études actuellement entreprises en vue d'évaluer le problème dans toute son ampleur. Le représentant de la République arabe unie propose par conséquent aux auteurs du projet de résolution révisé d'examiner la possibilité de supprimer le paragraphe 1 du dispositif et de modifier le paragraphe 3 de manière qu'il ne préjuge plus le résultat des études en question.

11. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation considère le projet de résolution révisé (A/C.2/L.994/Rev.1) comme une proposition importante et utile, mais voudrait y faire apporter quelques amendements. Au dernier alinéa du préambule, il y aurait lieu de remplacer le mot "coordonner" par "passer en revue", car le Secrétaire général ne sera guère en mesure de coordonner les nombreuses études déjà entreprises par divers organes des Nations Unies. Au paragraphe 2 du dispositif, il conviendrait d'insérer les mots "à leur demande" après "pays en voie de développement", par suite de la modification apportée par les auteurs au paragraphe 1 du dispositif. La recommandation contenue au paragraphe 2 du dispositif ne doit pas se limiter aux institutions nationales et régionales chargées d'effectuer des recherches ou de former des cadres, car un rôle important peut également revenir à d'autres organisations, comme celles qui s'occupent de prospection géologique, qui pourraient former du personnel sur le terrain. M. Goldschmidt propose donc d'insérer les mots "y compris celles" après le mot "institutions" dans ce paragraphe.

12. M. Goldschmidt estime, lui aussi, que les dispositions du paragraphe 3 du dispositif préjugent le résultat des études actuellement effectuées et il propose que les mots "des avantages que retirent les pays développés, et du préjudice subi par les pays en voie de développement" soient remplacés par les mots "des conséquences pour les pays développés et les pays en voie de développement". L'exode ne constitue pas par lui-même un phénomène négatif et il n'appelle pas de remède; aussi y aurait-il lieu de remplacer les mots "les mesures pratiques permettant d'y remédier" à la fin du paragraphe 4 du dispositif par les mots "les mesures pratiques permettant de remédier aux problèmes qui en résultent".

13. S'il est tenu compte de ces suggestions, la délégation des Etats-Unis n'aura aucune difficulté à appuyer le projet de résolution révisé dont les incidences financières seront probablement inférieures aux estimations, étant donné que le rapport du Secrétaire général devrait comprendre à peine plus qu'un cata-

I/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 44 de l'ordre du jour, document A/6881, par. 9.

logue des études de fond sur le problème de l'exode des compétences déjà en cours dans un certain nombre d'organisations.

14. M. MARTIN WITKOWSKI (France) estime que le projet de résolution révisé s'attache trop aux effets et pas assez aux causes du problème de l'exode des compétences. Comme l'a très justement fait observer le représentant de la République arabe unie, les organismes du système des Nations Unies sont priés, au paragraphe 1 du dispositif, d'aider les pays en voie de développement à éliminer certains obstacles avant même que la nature en soit connue. De même, les dispositions des paragraphes 3 et 4 du dispositif portent non sur les causes, mais sur les conséquences du problème. Le représentant de la France propose donc d'insérer les mots "les causes et" avant les mots "les effets" au troisième alinéa du préambule et avant les mots "ses conséquences" au paragraphe 4 du dispositif. Comme le représentant des Etats-Unis, la délégation française estime que le mot "coordonner" au troisième alinéa du préambule devrait être remplacé par les mots "passer en revue".

15. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la nature grave du problème sur lequel porte le projet de résolution révisé (A/C.2/L.994/Rev.1) est soulignée par le fait qu'il fait actuellement l'objet d'un examen de la part d'organes des Nations Unies tels que l'UNITAR, la Commission économique pour l'Europe (CEE), l'UNESCO et l'OIT, ainsi que de certaines institutions nationales. Il faut espérer que les rapports de tous ces organes seront disponibles en temps utile pour la vingt-troisième session de l'Assemblée générale. Le cas échéant, l'Assemblée pourrait, à cette session, s'attacher à trouver des moyens pratiques pour s'attaquer à un problème très grave de la vie économique contemporaine.

16. Dans l'ensemble, le projet de résolution révisé aborde correctement le problème. Toutefois, la délégation soviétique estime possible de l'améliorer à certains égards. Par exemple, les auteurs pourraient réexaminer l'utilisation du mot "migration" au paragraphe 4 du dispositif et ailleurs; le phénomène sur lequel porte le document n'est, après tout, pas une migration en soi, mais la perte permanente, pour les pays en voie de développement, de personnel compétent au profit des pays développés, avec les conséquences fâcheuses que cela implique pour le développement économique et social du premier groupe de pays.

17. La délégation soviétique approuve les observations formulées par le représentant de la République arabe unie au sujet du paragraphe 1 du dispositif; l'inclusion de cette disposition est prématurée tant que les diverses études en cours ne sont pas achevées. En outre, en mentionnant les "obstacles sur le plan local", on sous-entend que la situation est due essentiellement au fait que les pays en voie de développement ne sont pas en mesure de créer les conditions propres à l'utilisation de leur personnel qualifié, ce qui n'est pas le cas.

18. La délégation soviétique a également quelques réserves à formuler en ce qui concerne le rapport intérimaire demandé au paragraphe 3 du dispositif, en raison notamment des incidences financières de son

élaboration. Il est peu probable que ce rapport puisse ajouter quoi que ce soit aux autres études entreprises par les organes des Nations Unies et qui devront être présentées en même temps.

19. En terminant, M. Lobanov dit que le principal défaut de l'ensemble du projet de résolution révisé, est qu'il ne met pas assez en évidence les conséquences de l'exode des compétences pour les pays en voie de développement. En outre, il est à certains égards plus édulcoré que certaines résolutions récentes du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale concernant le même sujet. Sa délégation suggère donc qu'il pourrait être opportun de différer la présentation d'un nouveau projet de résolution jusqu'à ce que l'on dispose des études détaillées prévues au sujet de ce problème.

20. Pour M. VASCONCELLOS (Brésil), il semble y avoir un certain malentendu au sujet du projet de résolution révisé (A/C.2/L.994/Rev.1). Lorsque la Commission a approuvé le projet de résolution mentionné par le représentant de la République arabe unie concernant le point 44 de l'ordre du jour², elle a reconnu que les conséquences de l'exode des compétences allaient bien au-delà du domaine de la formation industrielle et que, de ce fait, le problème devait être examiné dans son contexte plus large, au titre du point 12 de l'ordre du jour. L'examen du problème à l'Assemblée générale sera facilité par la préparation d'un document unique reprenant les conclusions des diverses études actuellement en cours, et il n'y a donc aucun danger que le rapport demandé au paragraphe 3 du dispositif fasse double emploi de quelque façon que ce soit avec le travail déjà fait. Toutefois, on pourrait éviter des doubles emplois possibles et la dispersion des efforts si l'Assemblée générale examinait le problème en tant que question distincte, ce qui est envisagé au paragraphe 4 du dispositif.

21. M. POSNETT (Royaume-Uni) rappelle que sa délégation a fait connaître sa position générale en ce qui concerne l'exode des compétences à la quarante-troisième session du Conseil économique et social, mais il tient à faire observer, premièrement, qu'il ne s'agit pas d'un courant à sens unique et, deuxièmement, que les pays développés aussi bien que les pays en voie de développement sont affectés par ce phénomène, comme le reconnaît le Secrétaire général dans son rapport sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines dans les pays en voie de développement³. Certains pays développés, dont le Royaume-Uni, perdent leur personnel hautement qualifié au profit d'autres pays développés, et il y a un important mouvement de ce type de personnel des pays développés vers les pays en voie de développement, à la suite notamment des programmes bilatéraux et multilatéraux d'assistance technique. C'est ainsi que, en 1966, 3 500 scientifiques, ingénieurs et techniciens fournis par le Gouvernement britannique travaillaient dans des pays en voie de développement, et les sociétés privées britanniques en fournissaient bien plus encore.

² Ibid.

³ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour, documents E/4353 et Add.1.

22. Les pays développés apportent une importante contribution à la formation d'étudiants originaires de pays en voie de développement: par exemple, quelque 8 000 étudiants, appartenant à des disciplines techniques et scientifiques, en provenance de ces pays, dont de nombreux universitaires, fréquentent des institutions d'enseignement supérieur au Royaume-Uni et représentent environ 10 p. 100 de la masse étudiante de ces facultés. Nombre des étudiants formés dans les pays développés rentrent dans leur propre pays, emportant avec eux les connaissances généreusement transmises par les pays développés intéressés. Les études que le Secrétariat entreprendra doivent tenir compte de ce fait.

23. La délégation britannique approuve les buts généraux du projet de résolution révisé (A/C.2/L.944/Rev.1), mais elle aimerait que le mot "drainage", au troisième alinéa du préambule du texte anglais, soit remplacé par le mot "loss" ou "migration". Dans une certaine mesure, elle partage les réserves formulées par d'autres délégations au sujet du paragraphe 3 du dispositif, et elle eût préféré que ce paragraphe reflète plus clairement la complexité du problème. Par exemple, l'exode des compétences des pays en voie de développement ne va pas sans profiter à ces derniers, comme l'a fait observer le représentant de la Barbade à la 1123^{ème} séance de la Commission. De même, il y a un certain exode des compétences des pays développés, et cet aspect du problème intéresse particulièrement le Royaume-Uni. La délégation britannique espère donc qu'en établissant le rapport intérimaire demandé au paragraphe 3 du dispositif le Secrétaire général ne se bornera pas nécessairement à l'aspect quelque peu limité de l'exode des compétences tel qu'il est actuellement conçu dans ce paragraphe. Elle se rend compte que les auteurs ont tenu à se limiter à cet aspect et elle n'ira donc pas aussi loin que les délégations qui ont soutenu que le libellé actuel préjuge la teneur du rapport intérimaire. Elle espère toutefois que les auteurs tiendront compte de l'importance que d'autres délégations attachent à ces aspects différents du problème, et elle estime que le paragraphe répondrait davantage aux intérêts généraux de l'ensemble de la Commission s'il était moins limitatif.

24. Le libellé du paragraphe 4 du dispositif, lui aussi, est quelque peu restrictif. Au stade actuel, il serait inopportun de limiter l'examen qui aura lieu à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale à un aspect quelconque du problème, et il serait donc préférable de supprimer les mots "qui quittent les pays en voie de développement pour s'établir dans les pays développés". Au surplus, la délégation britannique s'associe à celles qui avant elle ont rejeté l'idée que l'exode constituerait en soi un phénomène négatif auquel il faut remédier. Elle estime, par conséquent, qu'il faudrait, à la fin du paragraphe, remplacer les mots "d'y remédier" par "de remédier aux problèmes qui en résultent".

25. La délégation du Royaume-Uni attend le rapport intérimaire demandé dans le paragraphe 3 du projet de résolution révisé, et elle espère qu'il y sera fait état du travail digne d'éloges effectué par l'UNITAR.

26. M. WILMOT (Ghana) dit que sa délégation appuie les objectifs généraux du projet de résolution révisé

(A/C.2/L.994/Rev.1), qui vise à aider les pays en voie de développement à résoudre un problème sérieux qui les intéresse tout particulièrement. Il estime toutefois qu'il faut préciser la relation entre le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 3 du dispositif. Le troisième alinéa du préambule prend note de l'intention du Secrétaire général "de réunir et de coordonner les études entreprises dans le cadre des Nations Unies", tandis qu'au paragraphe 3 du dispositif le Secrétaire général est prié de "rassembler et d'analyser les observations et les renseignements" que les gouvernements et les organes des Nations Unies lui auront communiqués. M. Wilmot saurait gré aux auteurs de lui expliquer en quoi consiste la différence, s'il y en a une, entre les "études" visées au troisième alinéa du préambule et les "observations et renseignements" mentionnés au paragraphe 3 du dispositif. S'il s'agit là, comme il le soupçonne, d'une seule et même chose, le projet de résolution n'aurait pas d'incidences financières car le Secrétaire général a déjà décidé d'entreprendre le travail demandé au paragraphe 3 du dispositif et des fonds ont dû être affectés à cet effet. Le projet deviendrait beaucoup plus clair si le paragraphe 3 du dispositif était modifié comme suit:

"Prie le Secrétaire général de faire diligence pour rassembler et coordonner les études envisagées au troisième alinéa du préambule, mettant en évidence, entre autres, les effets sur les pays développés et les pays en voie de développement de la tendance que manifeste le personnel qualifié de ces derniers à demeurer dans les pays industrialisés ou à quitter leur pays après avoir été formé, et de présenter un rapport sur cette question à l'Assemblée générale à sa prochaine session".

27. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) dit que la contradiction relevée par le représentant du Ghana entre le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 3 du dispositif est plus apparente que réelle: les mesures mentionnées au troisième alinéa du préambule sont assez vagues et aucun délai n'a été fixé pour leur application tandis que celles que l'on réclame au paragraphe 3 du dispositif sont claires et précises. Ce paragraphe est le plus important du projet de résolution; en revanche, le troisième alinéa du préambule n'est pas indispensable et pourrait, le cas échéant, être supprimé. En ce qui concerne les incidences financières, sa délégation estime que les mesures demandées dans le projet de résolution révisé peuvent être entreprises par le personnel actuel du Secrétariat et n'exigent aucune dépense supplémentaire.

28. Pour ce qui est des amendements proposés, il serait peut-être souhaitable, comme l'a suggéré le représentant des Etats-Unis, de remplacer au troisième alinéa du préambule le mot "coordonner" par "passer en revue". M. Waldron-Ramsey estime, avec le représentant du Royaume-Uni, que le mot "drainage" dans le texte anglais de cet alinéa est déplacé; il préférerait quant à lui le remplacer par le mot "outflow". Le représentant de la République-Unie de Tanzanie aimerait conserver le libellé actuel du paragraphe 3 du dispositif qui définit un aspect de l'exode des compétences auquel les auteurs attachent une grande importance. Il estime, avec le représentant

de l'URSS, que le mot "migration", au paragraphe 4 du dispositif, est mal choisi et appuie la proposition du Royaume-Uni tendant à remplacer dans ce paragraphe les mots "d'y remédier" par les mots "de remédier aux problèmes qui en résultent".

29. M. DELGADO (Sénégal) dit que sa délégation souscrit elle aussi aux objectifs généraux du projet de résolution révisé (A/C.2/L.994/Rev.1), mais qu'elle n'est pas entièrement satisfaite de son libellé actuel. Le problème de l'exode des compétences n'est pas placé dans son vrai contexte et l'on en exagère peut-être la gravité. Divers organes des Nations Unies sont en train d'étudier cette question et le projet de résolution ne peut être utile que s'il demande des mesures qui complèteraient les activités en cours au lieu de faire double emploi avec elles. Ce que le paragraphe 1 du dispositif laisse entendre risque de susciter les réserves de certaines délégations. Pour ce qui est du paragraphe 2 du dispositif, la délégation sénégalaise estime imprudent de recommander aux organes des Nations Unies d'intensifier leur aide aux gouvernements "dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement", car cela reviendrait à exagérer l'importance de cet organisme. Enfin, pour ce qui est du paragraphe 4 du dispositif, M. Delgado estime, avec le représentant du Royaume-Uni, que la Commission ne doit pas préjuger des aspects de l'exode des compétences qui seront examinés par l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session.

30. M. WILMOT (Ghana) demande si le Secrétaire général a, en fait, l'intention de mener à bien les études visées au troisième alinéa du préambule.

31. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) répond que pour ce qui est des mesures demandées le projet de résolution révisé semble aller plus loin que les résolutions antérieures relatives au problème de l'exode des compétences, d'autant plus qu'elles impliquent, cette fois, une analyse des avantages que ce phénomène vaut aux pays développés et des inconvénients qui en résultent pour les pays en voie de développement.

32. La première évaluation des incidences financières du projet de résolution, qui a été quelque peu hâtive, s'est fondée sur la supposition erronée que les auteurs voulaient que le Secrétariat entreprenne des études statistiques dans ce domaine. En revanche, l'état révisé des incidences financières paraît, lui, pleinement justifié, car les renseignements dont on dispose sur l'exode des compétences sont extrêmement contestables et l'on aura besoin de consultants expérimentés et compétents pour exécuter le travail demandé dans le projet de résolution.

33. Le PRESIDENT suggère de suspendre la séance pour permettre aux auteurs du projet de résolution révisé de se mettre en rapport avec les délégations qui ont proposé des amendements.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 23 h 20; elle est reprise à 0 h 10.

34. M. DIALLO (Haute-Volta) annonce que, après avoir consulté un certain nombre de délégations pen-

dant la suspension de séance, les auteurs ont décidé d'apporter certains amendements au projet de résolution A/C.2/L.994/Rev.1. Le premier consiste à remplacer le troisième alinéa du préambule par le texte ci-après:

"Prenant note avec satisfaction de l'intention du Secrétaire général de faire rapport sur les études entreprises dans le cadre du système des Nations Unies sur les divers aspects du problème posé par l'exode du personnel hautement qualifié des pays en voie de développement".

Le deuxième amendement consiste à remplacer le mot "Prie", au paragraphe 1 du dispositif, par "Invite", à supprimer les mots "intéressés" et "sur le plan local" et à insérer les mots "sur leur demande" avant les mots "les pays en voie de développement". Le troisième amendement consiste à modifier comme suit le paragraphe 2:

"2. Recommande que l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, intensifient, sur la demande des pays en voie de développement, leur aide aux efforts déployés par ces derniers pour créer ou développer des institutions nationales ou régionales, y compris celles qui sont chargées d'effectuer des recherches ou de former des cadres, afin que les compétences et l'expérience acquises puissent être mises au service de leurs pays et régions respectifs".

Le quatrième amendement consiste à remplacer au paragraphe 3 du dispositif les mots "et de présenter ... pays en voie de développement" par les mots "et de mettre en évidence, en présentant son rapport, les avantages et les inconvénients qui résultent, tant pour les pays développés que pour les pays en voie de développement". Le cinquième amendement consiste à insérer au paragraphe 4 du dispositif le mot "provisoire" après les mots "ordre du jour", à remplacer le mot "migration" par "exode" et à remplacer les mots qui suivent "pays développés" par "de ses causes, de ses conséquences et des mesures pratiques permettant de remédier aux problèmes qui en résultent".

35. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le projet de résolution révisé (A/C.2/L.994/Rev.1), tel qu'il a été amendé.

A l'unanimité, le projet de résolution révisé, tel qu'il a été amendé, est adopté.

36. Le PRESIDENT propose d'autoriser le Rapporteur à présenter directement à l'Assemblée générale son rapport sur ce point de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

Clôture des travaux de la Commission

37. Le PRESIDENT annonce que la Commission a achevé ses travaux. Après les remerciements d'usage, il prononce la clôture de la séance.

La séance est levée le mercredi 13 décembre, à 0 h 45.

